



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

## CONTENU

---

### Conjoncture économique

L'économie mondiale au ralenti en 2009 : l'OMC le confirme..... 1

### Enjeux commerciaux

L'ITA : l'UE propose une nouvelle version, les USA sont sceptiques ..... 2

### Politique commerciale américaine

Plan de relance : prolongement des PAAC ..... 3

### Point de mire : Amérique Latine

Politique latine américaine : quelle place pour le commerce? ..... 5

---

## Conjoncture économique

### ***L'économie mondiale au ralenti en 2009: l'OMC le confirme***

Selon un tout dernier rapport de l'OMC, l'économie mondiale fera face à sa plus importante contraction depuis la Seconde Guerre mondiale avec une diminution de 9% du volume commercial mondial. Les raisons sont simples, il s'agit de la baisse de la demande mondiale combinée à la diminution sans précédent de capitaux servant à financer les transactions commerciales internationales.

Ce nouveau diagnostic de l'OMC, bien que relevant de la conjoncture et toujours vulnérable aux futurs aléas de l'économie mondiale ainsi qu'au stress spéculatif, contraste avec le dernier qui prédisait une augmentation de 4.5% du commerce mondial en 2008. Le nouveau rapport prédit une baisse de 10% des exportations en provenance des pays développés et une baisse de 2 à 3% pour les pays en développement. Outre ces chiffres, le rapport souligne le danger des mesures prises par les pays membres de l'OMC pour pallier les effets de la crise mondiale sur leurs économies nationales. Ceci, selon l'OMC, risque grandement de contribuer à la diminution des flux commerciaux internationaux : « Any rises in protectionism will threaten the prospects for recovery and prolong the downturn. »

Aussi le rapport est-il plus explicite sur trois enjeux particuliers. *Primo*, en raison du fait que toutes les régions (qui regroupent, notamment les États-Unis, le Japon, l'Union Européenne, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, la Russie, l'Australie et l'Afrique du Sud) de l'économie mondiale semblent ralentir en même temps, le rapport prédit que la croissance globale tombera sous la barre des 1% à 2% en 2009. *Secundo*, en raison de la restructuration de la division mondiale du travail, la baisse de la demande globale aura des



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

conséquences plus larges que l'on pense. En effet, selon le rapport, les produits doivent passer par un processus de production beaucoup plus complexe et élargi que celui qui prévalait auparavant. Ceci entraîne donc l'apparition de coûts atypiques dans le sens où, pour certains produits, la conception coûte plus cher que la fabrication et la distribution. Notre économie se caractérise de plus en plus par le passage d'une production « immatérielle » vers une production « matérielle » qui, s'accompagne de services extra-production (distribution, marketing, stockage, etc). *Tertio*, le commerce risque de souffrir énormément de la diminution de l'accès au crédit. Selon le rapport, les prêts financiers supportent plus de 90% des transactions commerciales internationales. Ainsi, moins de crédits entraîneront moins de transactions, donc inévitablement une contraction de l'économie mondiale.

Le rapport fait état d'autres données qui méritent également une attention particulière. Par exemple, les exportations chinoises ont diminué de 26% en février 2009 comparativement au même mois l'année dernière. Bien que la Chine demeure en bonne santé économique avec une augmentation de 8.5% de ses exportations en 2008 (\$1.43 trillion), il en demeure pas moins que sa performance est moins impressionnante que celle de 2007, lorsqu'elle avait enregistré une augmentation de 19.5% de ses exportations. Quant aux importations chinoises, elles ont augmenté de 4% en 2008, un recul face à la performance de 2007 où les importations chinoises avaient augmenté de 13.5%. Mesurées en prix constants, les exportations américaines ont augmenté de 5.5% en 2008 (1.3 trillion) comparativement à 7% en 2007 et 10.5% en 2006. Les importations américaines, pour leur part, ont diminué de 4% en 2008, contre une augmentation de 1% en 2007 et 5.5% en 2006.

Pour lire ce rapport, voir:

[http://www.wto.org/english/news\\_e/pres09\\_e/pr554\\_e.htm](http://www.wto.org/english/news_e/pres09_e/pr554_e.htm)

Source: « WTO Foresees 9 Percent Contraction In World Trade This Year », *Inside US Trade*, March 27, 2009 - Vol. 27, No. 12, p. 15.

---

### **Enjeux commerciaux**

#### ***L'ITA : l'UE propose une nouvelle version, les USA sont sceptiques***

La Commission Européenne étudie présentement une nouvelle version de l'Accord de l'OMC sur la technologie de l'information (ITA) qui prévoit que les membres doivent lever toutes les barrières tarifaires de manière non-discriminatoire sur les importations de certains produits de technologie d'information. Il s'agit d'une version plus détaillée que celle actuellement en vigueur qui vise (1) à élargir la liste des produits éligibles à un traitement d'exemption de droits de douane, (2) à encourager d'autres pays producteurs de



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

technologies de l'information à joindre l'ITA, (3) à adopter de nouvelles mesures disciplinaires pouvant éliminer les barrières non-tarifaires et (4) à créer un mécanisme de consultation entre les membres afin de trouver des moyens pour s'ajuster aux avancées technologiques.

Certains membres de l'ITA ont accueilli cette proposition de renégocier l'Accord avec un quelconque scepticisme, d'une part en raison du manque d'information et de clarification quant à la proposition de l'EU en tant que telle et d'autre part, en raison du litige opposant l'Union Européenne aux États-Unis, au Japon et à Taïwan. En effet, ces trois pays ont demandé le 18 août dernier qu'un comité de règlement des litiges établisse un jury pour entendre leur plainte envers l'UE à l'égard de ses mesures instaurant de nouveaux droits de douane sur l'importation de produits spécifiques de haute technologie. Selon les trois plaignants, l'UE aurait adopté depuis les dernières années, des mesures instaurant de nouveaux droits de douane sur l'importation de produits spécifiques de haute technologie.

En tout état de cause, l'Union Européenne s'est dit prête à consulter ses membres le plus vite possible au sujet de la nouvelle version de l'ITA. Pour qu'un consensus soit atteint, la proposition européenne devra traverser plusieurs séances de négociations et surmonter les étapes bureaucratiques de l'Union avant qu'elle ne puisse être étudiée à l'OMC. Par ailleurs, en ce qui concerne le litige à l'OMC, certaines rumeurs circulent aux États-Unis, selon quoi la proposition européenne relèverait plus d'une *tentative de diversion* de la part de Bruxelles que d'une véritable volonté politique d'améliorer l'accord.

Source: « EU Crafting More Detailed Information Technology Trade Proposal », *Inside US Trade*, March 27, 2009 - Vol. 27, No. 12, p. 22.

### **Politique commerciale américaine**

#### ***Plan de relance : prolongement des PAAC***

La loi (*American Recovery and reinvestment Act* — H.R.1) prolonge les Programmes d'aide à l'ajustement commercial (PAAC) jusqu'au 31 décembre 2010, mais de nouvelles améliorations s'y seront introduites. Les changements ont fait l'objet d'un consensus bipartisan tant au Sénat qu'à la Chambre basse du Congrès. Les principaux changements sont les suivants :

- Les travailleurs du secteur des services pourront désormais bénéficier des avantages des programmes.
- La loi de 2002 avait élargi le bénéfice des programmes aux travailleurs touchés par les délocalisations dans tous les pays couverts par un accord de libre-échange ou, dans certains cas, par un accord



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

préférentiel. Le bénéfice des programmes est maintenant étendu à tous les pays, que les États-Unis aient ou non un accord commercial avec eux.

- Si les travailleurs d'une entreprise bénéficient des programmes, les travailleurs qui fournissent des pièces à cette entreprise peuvent également bénéficier des programmes. La loi élargit cette disposition aux entreprises qui fournissent un client étranger et que celui-ci se tourne vers des entreprises qui se trouvent ailleurs qu'aux États-Unis.
- Les travailleurs affectés par des pratiques commerciales déloyales (subventions et *dumping*) et une augmentation forte et imprévue des importations bénéficieront automatiquement des programmes.
- Les fonds de formation sont augmentés de 160 %, pour passer de \$220 millions. Les fonds pour les entreprises sont également augmentés, de \$50 millions.
- La loi améliore également l'accessibilité à l'assurance-salaire, autorise le travailleur à passer d'un système à l'autre pendant sa formation et assouplit les conditions de délais pour les formations.
- La couverture des soins de santé est prévue par la loi de 2002. La couverture des primes passent de 65% à 80% et des fonds sont débloqués pour permettre aux États d'offrir ces services.
- Le programme pour les agriculteurs réduit de 20% à 15% la baisse des prix qui doit être enregistrée pour que ces derniers puissent en profiter.
- Un programme est créé en faveur des collectivités locales (\$230 millions par exercice budgétaire). Celles-ci peuvent obtenir des subventions.

Selon Charles B. Rangel, le président du Comité des Voies et Moyens, bien qu'il soit important pour la nouvelle politique commerciale américaine d'augmenter les bénéficiaires du commerce au sens large, ces bénéfices ne doivent pas pour autant nuire aux travailleurs américains, d'où le prolongement du PAA : « Provisions included in the economic recovery bill represent a strong, bipartisan approach to modernizing our TAA programs to cover more workers and improve job training and other benefits so that our workers can continue to compete and win in the global economy. »

Selon Sander Levin, le président du sous-comité pour le commerce, la tempête économique nécessite l'utilisation de chaque outil dont nous disposons dans notre coffre. En ce sens, le prolongement du PAAC est vital pour assister les travailleurs américains dans leur transition vers des emplois mieux rémunérés:



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

« This reform will assist many more workers impacted by globalization and provide much needed resources to states for training programs. »

Pour lire un résumé de la législation, voir :

<http://waysandmeans.house.gov/media/pdf/111/arra.pdf>

Source: House Committee on Ways and Means, Rangel, *Levin Applaud TAA Expansion in Recovery Bill*, Wednesday, February 18, 2009. [En ligne]: <http://waysandmeans.house.gov/News.asp?FormMode=release&ID=863>

---

### **Point de mire : Amérique Latine**

#### ***Politique latine américaine: quelle place pour le commerce?***

Selon un rapport du Système économique Latino-américain et Caraïbe (SELA), une des principales questions à laquelle l'administration Obama devra répondre est celle de l'imbrication entre la politique commerciale américaine avec la politique étrangère américaine. Bien que ces deux domaines fussent presque toujours liés d'une façon ou d'une autre, notamment lorsque surviennent des enjeux autour de mesures de discrimination positive (tarifs et accords préférentiels) ou négatives (sanctions économiques), nous assistons de plus en plus à une « subordination » de la politique commerciale à la politique étrangère (SELA, 2008 : 5). Ce phénomène fut particulièrement présent lors de la présidence de George W. Bush. Ce phénomène semble également contredire une tendance très forte aux États-Unis voulant que le commerce soit un domaine réservé au Congrès. En effet, avec la création dans les années 60 du poste de Représentant américain pour le commerce (USTR) et l'institutionnalisation dans les années 70 (et son renforcement dans les années 2000) de l'autorité pour la promotion des échanges (*Trade Promotion Authority*), le Congrès n'a cessé de renforcer son droit de regard sur les négociations commerciales. Le but principal était de transférer la responsabilité du commerce du Département d'État et de faire de la politique commerciale une responsabilité du Congrès. Autrement dit, le commerce devait maintenant répondre aux besoins économiques nationaux plutôt que simplement aux impératifs de sécurité géo-économique (SELA, 2008 : 5). Mais sous W. Bush, cette tendance fut renversée, notamment entre 2001-2005. Dès lors, la question à laquelle le nouvel USTR, Ron Kirk, devra répondre, peut être formulée ainsi, l'agence de l'USTR sera-t-elle capable de restaurer la primauté d'objectifs économiques *éminemment* nationaux (i.e., servant les intérêts publics d'abord) dans les négociations commerciales ainsi que dans la formulation plus large de la politique commerciale américaine? (SELA, 2008 : 5). D'emblée, certaines observations s'imposent. Kirk est un « nouvel arrivant ». Il ne possède que très peu d'expérience dans le « jeu bureaucratique-politique ». Ainsi, il risque de se retrouver dans une position désavantageuse face à certains membres de la haute fonction publique ayant plus d'expérience et surtout, plus



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

d'influence. Que dire également de la volonté affichée de la Secrétaire d'État Hillary Clinton de jouer un plus grand rôle dans les affaires économiques des États-Unis? Un renforcement de la présence du Département d'État risque *ipso facto* de nuire à l'influence de l'USTR (SELA, 2008 : 5).

Selon le rapport du SELA, la plus grande manifestation de la «politisation» de la politique commerciale américaine se trouve dans la négociation d'une série de nouveaux accords de libre-échange (FTAs) entre les États-Unis et les pays d'Amérique Latine (SELA, 2008 : 6). Ici, il est à noter que le commerce fait partie intégrante de la politique latine des États-Unis comme vecteur de stabilité, de sécurité et de prospérité régionale. En 2001, l'année de l'investiture de W. Bush, le Mexique était le seul partenaire commercial latino-américain avec lequel les États-Unis avaient conclu un FTA. Huit ans plus tard, plus de 8 FTAs furent mis en œuvre (Chili, Costa Rica, République Dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Pérou, Nicaragua) et 2 autres restent encore à l'être (Colombie et Panama). Ces deux derniers accords doivent encore faire l'objet de maintes délibérations au Congrès, d'autant plus que celui avec la Colombie, peine à satisfaire les priorités (pour ne pas dire, valeurs) de la majorité démocrate, notamment en ce qui a trait aux normes du travail. Ainsi, bien que les enjeux commerciaux ne représentent pas les seules sources de tensions entre, par exemple, les États-Unis et le Venezuela ou encore entre les États-Unis et la Bolivie, il n'en demeure pas moins que Washington utilise des stratégies purement économiques, à travers des mesures de discrimination positives ou négatives, pour faire avancer ses objectifs politiques (SELA, 2008 : 6). À cet égard, les FTAs et le fameux *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act of 2002* (ATPDEA) constituent de puissants outils.

Un autre exemple de l'imbrication de la sphère politique avec la sphère économique, souvent oublié, est celui des relations commerciales avec Cuba. Avec le départ de Castro, plusieurs associations d'entreprises américaines (regroupant, entre autres, la *American Farm Bureau Federation*, le *Emergency Committee for American Trade*, le *National Foreign Trade Council*, la *National Retail Federation*, la *Organization for International Investment*, la *U.S. Chamber of Commerce* et le *U.S. Council for International Business*) ont demandé dans une lettre ouverte au Président Obama de restaurer les relations commerciales américano-cubaines, notamment en ce qui concerne la question de l'embargo et des restrictions sur les transferts personnels de fonds (*remittances*).

Par ailleurs, des recommandations pour une nouvelle politique américaine envers l'Amérique Latine (AL) furent également élaborées par d'importants *Think Tanks* comme la *Brookings Institute* et le *Council on Foreign Relations*.

Avec l'arrivée d'une nouvelle administration à Washington et la formation d'un nouveau Congrès, la Commission pour un partenariat des Amériques de la *Brookings Institution* a publié récemment son rapport final, intitulé, *Rethinking*





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

*US-Latin American Relations : A Hemispheric Partnership For A Turbulent World.* Ce rapport fait état du besoin d'un nouveau partenariat hémisphérique afin de répondre aux nouveaux défis transnationaux. Le rapport fut conçu pour élaborer des prescriptions au Président Barack Obama dans cinq domaines : l'énergie et le changement climatique; la migration illégale; le commerce; le crime organisé et le narcotrafic; et les relations américano-cubaines. En ce qui concerne le domaine du commerce, le rapport émet plusieurs recommandations précises visant la réalisation d'un objectif précis: réaliser l'intégration économique de l'hémisphère (Brookings Institution, 2008 : 3-4). Parmi les recommandations figurent :

- Afin de protéger sa crédibilité, le Congrès américain devrait adopter les accords de libre-échange avec la Colombie et le Panama le plus vite possible. Le Congrès devrait également mettre l'accent sur une approche commerciale plus multilatérale.
- Doubler les efforts pour conclure le Cycle de Doha. Les USA devraient également conclure des accords qui incluent une réelle réforme du secteur de l'agriculture.
- Considérer une « troisième voie » entre les négociations commerciales multilatérales et bilatérales par l'entremise d'une coopération économique hémisphérique si jamais le Cycle de Doha continue de stagner.
- Élargir le nombre de traités de taxation-double et de protection des investissements.
- Augmenter l'investissement dans les couvertures sociales et dans l'éducation pour les travailleurs américains.
- Mettre l'accent sur la facilitation du commerce et sur les enjeux d'ajustement commercial dans l'aide américaine octroyée aux pays de l'ALC.

Dans un autre ordre d'idée, selon le dernier rapport des membres de la *Task force* du Conseil sur les relations extérieures, la prochaine administration et le Congrès disposent maintenant d'une opportunité de « recadrer et rediriger » la politique latine américaine. Selon le rapport, les USA disposent, à travers le commerce, d'une grande opportunité de contribuer au développement économique régional. Bien que les derniers accords commerciaux ont pu mener à des gains absolus (mutuellement bénéfiques), les récentes mesures néo-protectionnistes américaines ou encore, les subventions à certains secteurs économiques comme l'agriculture, contribuent à réduire la croissance économique et les effets positifs du commerce en matière de lutte contre la pauvreté régionale. Donc, les États-Unis devraient promouvoir plus d'accords commerciaux dans des secteurs où l'AL détient des avantages comparatifs. À titre d'exemple, la *Task force* recommande à la nouvelle administration d'encourager la libéralisation des secteurs agricole et du textile. Ceci implique pour les États-Unis, la réduction des subventions et des tarifs sur les commodités agricoles (notamment l'éthanol) ainsi que l'allègement des restrictions



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

bureaucratiques sur l'entrée de certaines matières (*fabrics*) aux USA (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 59). Par ailleurs, afin d'ouvrir de nouveaux marchés, les États-Unis sont encouragés à travailler ardemment avec le Brésil sur l'avancement de l'agenda du Cycle de Doha (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 60). Cela dit, la *Task force* souligne l'importance, pour les États-Unis, d'organiser une « conférence pan-hémisphérique » sur les enjeux de la globalisation afin d'explorer les meilleures façons de « construire des filets de sécurité sociale » mieux adaptés à la réalité socio-économique du 21<sup>e</sup> siècle (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 60). Par ailleurs, la *Task force* recommande à la nouvelle administration d'entériner les accords de libre-échange avec la Colombie et avec le Panama. Le rejet de ces accords risque d'affaiblir la position américaine dans la région en ce qu'il enverra le message aux pays d'AL que les États-Unis ne sont pas un partenaire commercial sur lequel « on peut compter ». Un tel rejet est aussi de nature à contribuer au renforcement des régimes autoritaires qui mènent des politiques dites anti-américaines (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 60). La *Task force* recommande également au gouvernement américain de proposer à la Bolivie et à l'Équateur des préférences commerciales, afin de ne pas risquer d'envenimer leurs relations avec ces deux pays sensibles (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 60). Enfin, la *Task force* recommande à la nouvelle administration de « reconnaître tous les pays dans la région et de travailler avec eux afin de trouver des intérêts communs » dans le but de faire avancer les intérêts américains, peu importe l'identité politique du pays (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 68). Ce pragmatisme diplomatique ne doit pas pour autant faire fi des questions de démocratisation et de respect des droits humains. En effet, plutôt que de mener agressivement une politique de démocratisation, les États-Unis doivent continuer de promouvoir la démocratie lorsqu'ils perçoivent que certains gouvernements peinent à assurer la protection des droits humains et à maintenir et/ou ériger des institutions démocratiques, mais sans rompre les liens diplomatico-économiques : « By ignoring and isolating certain nations in our hemisphere, the United States reduces its own influence in these countries and precludes dialogue through which mutual interests can be addressed; at the same time, it inadvertently strengthens the regimes in these countries. » (*Council on Foreign Relations*, 2008 : 69).

Sources: SELA Antenna in the United States, *Clues to trade policy in the Obama administration*, SELA Permanent Secretary, No. 89 – 3 / 4 Quarter 2008, 12p. The Brookings Institution, *Re-Thinking U.S.-Latin American Relations: A Hemispheric Partnership for a Turbulent World*, Washington D.C.: Brookings, Report of the Partnership for the Americas Commission, 2008, 36p. Council on Foreign Relations, *U.S.-Latin America Relations: A new direction for a new reality*. New York: Council on Foreign Relations, Independent Task Force report no. 60, 2008, 110p.





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 30 mars 2009

### **Chronique commerciale américaine**

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -  
[ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

